

Réaction des ONG sur la conférence des donateurs pour la Syrie : « Il faut que les promesses se concrétisent »

Lyon, 5 février 2016. Une coalition de 7 ONG salue l'ambition affichée, lors de la conférence de Londres, pour renforcer l'échelle et la portée de la réponse humanitaire à la crise syrienne. Cependant, les promesses de dons pour l'année 2016 ne sont pas suffisantes. 3 milliards de dollars restent à financer pour couvrir les besoins humanitaires les plus urgents, estimés à 9 milliards par les Nations unies. Si les ONG saluent la générosité de certains Etats, elles encouragent les autres à assumer leur part équitable. Elles ont également tiré la sonnette d'alarme : de nombreux Syriens vont continuer à souffrir si rien n'est fait pour mettre fin aux violences en Syrie et assurer la protection des populations à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

« Tout l'argent du monde ne suffira pas à protéger les enfants des armes explosives et en particulier des bombes barils. Il faut mettre fin aux bombardements indiscriminés contre les civils syriens, protéger les populations assiégées qui meurent de faim, et celles qui n'ont pas accès à de la nourriture, de l'eau et un abri à cause des violences ou des obstacles bureaucratiques. Il faut exercer une pression diplomatique sur toutes les parties afin que le droit international humanitaire et les résolutions contraignantes du Conseil de sécurité de l'ONU soient respectés », déclare Anne Héry directrice du plaidoyer et des relations institutionnelles de Handicap International.

Les participants à la conférence ont condamné les violations généralisées du droit international humanitaire par toutes les parties du conflit. Cette condamnation ne suffira pas, les ONG demandent que l'augmentation de l'aide humanitaire soit accompagnée d'efforts pour trouver des solutions durables aux causes profondes du conflit. Il revient aux donateurs et à l'ONU de s'assurer que l'aide humanitaire puisse atteindre l'ensemble du territoire syrien, y compris dans les zones les plus vulnérables et les plus difficiles d'accès. Il faut également fournir des itinéraires sûrs et légaux pour les populations qui cherchent refuge hors de la région et notamment vers l'Europe. Les conditions d'accueil doivent y être largement améliorées, l'accès aux droits fondamentaux doit être renforcé y compris concernant l'accès au travail. L'accueil des réfugiés ne peut reposer sur les seuls pays limitrophes.

Les trois principaux pays d'accueil des réfugiés, la Jordanie, la Turquie et le Liban, ont accepté d'ouvrir leur marché du travail et d'en améliorer la réglementation ainsi que de favoriser les investissements.

« Un million de nouveaux emplois pourrait redonner espoir aux réfugiés syriens et aux pays qui les accueillent. Il faut que les réfugiés aient accès à des permis de travail et que ceux-ci soient abordables financièrement. Cela fait cinq ans que la crise syrienne a débuté, c'est une crise longue. Nous ne pouvons pas nous contenter de fournir une aide financière d'urgence aux réfugiés, il faut leur garantir des emplois décents et qui ne les exposent pas à des risques d'exploitation. En l'absence de source de revenu, certaines familles réfugiées sont contraintes d'avoir recours aux mariages précoces, au travail d'enfants ou sont vulnérables à l'exploitation sexuelle », explique Alexandre Giraud, directeur des opérations de Solidarités International.

Les ONG saluent les engagements des gouvernements en faveur d'un accès à une éducation de qualité pour tous les enfants réfugiés d'ici l'année scolaire 2016/2017.

« Les nouveaux financements répartis sur plusieurs années représentent une avancée majeure pour permettre à des millions d'enfants de retourner à l'école. Mais il reste encore à préciser la mise en œuvre de ces politiques. Les enfants syriens ont été privés d'éducation depuis trop longtemps. Ils nous tardent de les voir retourner dans une salle de classe. La communauté internationale doit également soutenir l'accès à l'éducation en Syrie. 2,1 millions d'enfants sont déscolarisés, les écoles ont été détruites, endommagées ou sont occupées », explique Adrien Tomarchio, directeur de la communication d'ACTED.

Les ONG appellent à un suivi transparent et sérieux de la mise en œuvre de ces promesses. Il faut garantir que les engagements pris à Londres se traduisent par des actions concrètes et concertées.

« La France a annoncé qu'elle fournira 1 milliard d'euros d'aide pour la crise syrienne entre 2016 et 2018. Même si d'autres Etats ont promis plus, il s'agit du plus grand engagement financier français depuis le début du conflit. On ne peut que saluer cette décision. Cependant ces paroles ne doivent pas rester lettres mortes, et abandonner des millions de personnes qui subissent les conséquences tragiques de la crise à travers la région. Il faut en outre rapidement préciser la nature et l'affectation de la contribution française, et s'assurer qu'il s'agisse de dons visant à financer l'aide et l'accès aux services de base pour les plus vulnérables, et non pas seulement des prêts », déclare Jean-Patrick Perrin, chargé de plaidoyer d'Oxfam France.

- Signataires en France : ACTED ; CARE France ; Handicap International Federation ; Médecins du Monde ; Oxfam France ; Secours Islamique France ; Solidarités International.
- Signataires à l'étranger : Amnesty International, Badael, Basmeh & Zeitooneh, Baytna Syria, CAABU, CAFOD, Care International, Caritas Lebanon, Center for Victims of Torture, Concern Worldwide, Dawlaty, Doctors of the World UK, International Alert, Islamic Relief, Karam Foundation, Mercy Corps, Norwegian Church Aid, Open Doors UK & Ireland, Oxfam, Pax Christi International, Protection Approaches, Save the Children, Sawa Foundation, Sawa for Development and Aid, Syria Relief and Development, Tearfund, Trocaire, UOSSM, Warchild, Welthungerhilfe, World Vision

A propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 30 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

Contact presse Handicap International

Sophie Gaguin / sgaguin@handicap-international.fr / 04 26 68 76 47 / 06 60 97 09 38

Lucie Carpentier / lcarpentier@handicap-international.fr / 04 26 68 75 39